



## La racialisation de la question sociale est une impasse

Publié le 23/07/2020 à 10:32

[Tribune collective](#)

Liste des signataires disponible à la fin du texte.



De nombreuses personnalités et associations se joignent à un appel contre la racialisation du débat public au détriment de la question sociale. Ils rappellent que la véritable émancipation est sociale et passe par les vertus de la République.

Le mouvement [République souveraine](#), sociale, laïque et écologique a pris l'initiative de réagir face à l'offensive des tenants du retour de « la race » dans le débat public, promouvant un multiculturalisme diviseur, rejetant la laïcité et reléguant la question sociale. C'est dans cet état d'esprit qu'a été proposé l'appel ci-dessous, ouvert à tous ceux qui se sentent concernés,

en vue de rassembler associations, personnalités et simples citoyens, dans le respect de l'indépendance de chacun, pour contrer ce dévoiement qui est une impasse pour les idéaux d'émancipation et de justice sociale.

---

Alors que notre pays traverse une grave crise sociale, qui touche l'ensemble des membres de notre société, certains se sont emparés de l'affaire Georges Floyd pour tenter d'assimiler la France à un pays raciste.

## **Notre histoire**

Rappelons que notre pays n'a jamais connu la ségrégation, qu'il a été le premier, au nom de l'égalité, à abolir l'esclavage dès l'apparition de la République (1794), puis définitivement dès son retour en 1848, et qu'avec la fin du colonialisme – que ses propres idéaux condamnaient – il a parié sur l'égalité, rejetant les séparations selon les différences pour favoriser le mélange. Il a su donner les mêmes droits civils, économiques et sociaux à chacun, pour dépasser par le haut les contradictions du passé.

Cela a été le fait non seulement du combat des républicains, mais aussi des luttes sociales dont bien des acquis sont inscrits dans notre Constitution. C'est une chance pour tous ! C'est d'ailleurs ce qui justifie aux yeux de bien des migrants de rejoindre notre territoire, la France étant devenue depuis 2019 la première terre d'asile d'Europe.

Aucune discrimination ne doit rester sans réponse, mais comment suivre ceux qui entendent assigner aux problèmes sociaux une origine uniquement raciale ? Selon le baromètre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, la France n'a jamais été aussi tolérante et ouverte à l'égard des étrangers. Le Défenseur des droits recense, en matière de discriminations diverses, 5.448 réclamations (rapport 2019) dont 14,5% relatives à l'origine et 2,6% relatives aux convictions religieuses (21,3% et 3,7% respectivement en 2016). On comprend mal comment on peut parallèlement affirmer qu'il s'agirait d'un phénomène de masse, dit « systémique », car même en multipliant les réclamations par dix, nous en serions encore loin.

## **Les inégalités**

S'il y a des personnes pour lesquelles l'exercice de leurs droits est mis en cause en raison de leur couleur, de leur religion, de leur sexe, de leur orientation sexuelle ou de leur handicap, cela relève d'une rupture de l'égalité qu'il faut combattre, et non des conséquences d'un « privilège blanc » qui n'est qu'un fantasme amenant le combat pour une cause juste dans une impasse. On justifie même l'idée folle d'une police au service de ce prétendu « privilège », par essence raciste, alors qu'elle est à l'image de notre société, diverse. Elle est tenue au respect des droits de chacun, et vu ce qu'elle représente, elle doit se montrer exemplaire ; mais les dérives à combattre ne peuvent pas être généralisées.

La France est avant tout un pays de services publics qui bénéficient à tous, reflet du principe d'égalité qui trône au sommet de nos institutions, un pays où personne ne meurt devant un hôpital parce qu'il est de telle ou telle origine ou classe sociale. Selon le Défenseur des droits, le premier critère de discrimination en France est le handicap, avec 22,7% des réclamations.

N'y aurait-il que des non-blancs qui en soient l'objet ? On voit combien il est absurde de tout rabattre sur la seule question de la couleur ou de l'origine.

## **La classe sociale, vrai marqueur**

Comme le souligne l'Observatoire des inégalités, à classe sociale égale, les enfants d'immigrés réussissent aussi bien que les enfants de non-immigrés. C'est bien l'appartenance à une classe sociale qui reste, en matière de réussite, le critère fondamental. C'est la place des enfants d'ouvriers qui n'a cessé de reculer dans les grandes écoles, toutes origines confondues.

À ne plus voir les choses que par le prisme de la différence entre les « blancs » et les autres, on alimente une victimisation généralisée, justifiant de ne plus penser qu'en termes de minorités opprimées et de séparation. On se monte les uns contre les autres. On rend ainsi un service inespéré à l'extrême-droite, dont cette division est le fonds de commerce, comme à un ultralibéralisme mondialisé qui conteste la souveraineté des peuples, favorisant un modèle multiculturel anglo-saxon de cloisonnement identitaire qui annule la capacité à agir des forces sociales autant que celle à décider des citoyens. Il est d'ailleurs époustouflant de voir importer des États-Unis, par des gens se revendiquant comme de « gauche », une idéologie raciale qui y a depuis toujours concouru à la devise « diviser pour mieux régner », reléguant la question sociale tout en enfermant chacun dans une case. Nous n'en voulons pas !

## **Faire résonner la République**

Nous ne faisons qu'un peuple, croyants ou incroyants, de diverses origines ou couleurs, aux yeux de la République. Celle-ci est à la fois laïque, parce que l'État séparé des cultes ne reconnaît que des individus de droit par-delà les différences, et sociale, parce qu'en conséquence, la protection sociale est aveugle à tous les particularismes. Nous nous engageons à lutter pour l'idéal de liberté, d'égalité et de fraternité, car il est loin d'être mis en pratique toujours et partout, plutôt que pour un monde où chacun défend les droits de sa « race » ou de sa religion. Il n'y a d'espoir que dans un combat politique où le peuple joue le premier rôle, celui d'un corps de citoyens souverains, qui voit plus haut et plus loin, pour le bien de tous.

**Cette tribune est ouverte à tous les citoyens qui voudraient la signer en cliquant sur ce lien : [Question sociale](#).**

### **Associations, mouvements :**

Association Familiale Laïque de Strasbourg (AFL)  
Association des Libres Penseurs de France (ADLPF)  
Brigade des mères  
Club République Sociale  
Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes (CLEF)  
Comité Laïcité République (CLR)  
Conseil National des Associations Familiales Laïques (C.N.A.F.A.L)  
Critique de la raison européenne  
Association EGALE  
Esprit Laïque  
Femmes contre les intégrismes

La Ligue du Droit International des Femmes (LDIF)  
"Laïcité et Féminisme" (Lille)  
Laïcité 18  
Les Résilientes, féministe universaliste et laïque  
Mouvement Républicain et Citoyen  
Mouvement des Citoyens  
Observatoire de la Laïcité de Saint-Denis  
Parti Républicain Solidariste  
Regards de Femmes  
Rencontres Républicaines  
République moderne  
République souveraine  
#Réseau1905  
L'UR-MN -Union Rationaliste - Métropole Nord-, section locale (Nord) de l'UR (Roubaix)

### **Personnalités :**

**AGOUCHY-BEILLARD Kenza**, membre de « nation et république sociale »  
**BARACCA Pierre**, Président de « Laïcité et féminisme »  
**BECHTEL Marie-Françoise**, vice-présidente de République moderne  
**BENHABIB Djemila**, politologue et écrivaine  
**BENHABIB Fewzi**, militant laïque  
**BIANCO Nathalie**, auteure et militante laïque  
**BONNEMAYRE Jean-Marie**, Président du CNAFAL  
**BOUDJAHLAT Fatiha**, Professeur, essayiste, militante laïque  
**BRAUNSTEIN Jean-François**, philosophe - Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne,  
**BROSSIER Marie-Laure**, militante laïque et ancienne élue de Bagnolet  
**CASANOVA Gilles**, Forum Républicain  
**CASTELNAU Régis de**, Avocat  
**CHAZAUD Anne-Sophie**, Essayiste et chroniqueuse  
**CERF Martine**, Association EGALE  
**CHALOT Jean-François**, Président du CDAFAL 77  
**CHEVRIER Guylain**, formateur et enseignant, Responsable commission laïcité RS  
**COLLIN Denis**, philosophe  
**COSTA-LASCOUX Jacqueline**, Directrice de recherche au CNRS  
**COTTA Jacques**, journaliste réalisateur - Devoir de résistance La sociale  
**COUTEL Charles**, Universitaire  
**DABRETEAU Aurélie**, médecin MDPH  
**DESISSAIRE Sylvain**, Vice-Président du club République Sociale  
**DEMANGE Charles**, directeur de la publication *Reconstruire*  
**DUBOIS Bernice**, Présidente d'Honneur de la CLEF » (Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes)  
**FLEURY Magali**, Présidente de l'AFL Strasbourg  
**FOUSSIER Philippe**, Grand Orient de France  
**GEERTS Nadia**, écrivaine belge et militante laïque  
**GOMARD André**, Président de l'OLSD  
**GOULY Bastien**, Rencontres Républicaines  
**HADBI Youcef**, Architecte, Les Franchement Insoumis  
**HAMDAN Rachida**, Présidente de l'association Les Résilientes, féministe universaliste et laïque  
**HASLE Maryse**, secrétaire du Comité vendômois de la laïcité

**HOURCADE Jean-Charles**, ancien Directeur Général de France Brevet  
**KESSEL Patrick**, Président d'honneur du Comité Laïcité République  
**KAYSER Françoise**, Présidente de Femmes contre les intégrismes  
**KUZMANOVIC Georges**, président de République souveraine (RS)  
**LAME Babacar**, Président du CLR Pays de la Loire  
**LEFEBVRE Barbara**, Enseignante et essayiste, auteur membre du collectif "Les Territoires perdus de la République"  
**LENGAGNE Guy**, Ancien ministre  
**LETTRO, Jean-Pierre**, militant de la gauche républicaine  
**LEVY Pierre**, rédacteur en chef de *Ruptures*, ancien syndicaliste CGT-Métallurgie  
**LOTY Laurent**, historien des idées scientifiques et politiques (CNRS)  
**LOUIZI Mohamed**, Ingénieur, Essayiste, militant laïque  
**MAGNIN Jean**, Vice-Président des Souverainistes de Gauche en Lorraine  
**MAUCOURANT Jérôme**, enseignant-chercheur, Responsable commission réflexion RS  
**MESNY Thierry**, Président de l'ADLPP  
**MIGUS Alain**, Président de l'association Laïcité18  
**NICOLET Claude**, Secrétaire national et Porte-parole du Mouvement des Citoyens  
**NIVET Patrick**, Membre du bureau national du MRC ;  
**NOGARET Anne-Sophie**, essayiste  
**PEÑA-RUIZ Henri**, Philosophe et écrivain, ancien membre de la Commission Stasi sur l'application du principe de Laïcité dans la République  
**PINA Céline**, Auteur, Essayiste  
**PLAZA Monique**, Chercheur HDR en Neuropsychologie  
**PROD'HOMME Hugo**, secrétaire national du Mouvement des Citoyens  
**PUECH Christian**, Professeur émérite. Université Sorbonne Nouvelle  
**RAFFIN Nicole**, Militante laïque féministe  
**RASTIER François**, Directeur de recherche (CNRS)  
**REMADNA Nadia**, Présidente de l'association « Brigades des mères »  
**RICHELET Rémi**, Président Esprit Laïque  
**ROTHMUND Elisabeth**, MCF HDR (études germaniques) Université Paris Est Créteil  
**SAKOUN Jean-Pierre**, Président du Comité Laïcité République  
**SANSAL Boualem**, écrivain  
**SAPIR Jacques**, économiste  
**SCHANDELER Jean-Pierre**, Vigilance Université, historien, CNRS, Montpellier  
**SUGIER Annie**, Présidente de la Ligue du Droit International des Femmes (LDIF)  
**TALFER Michèle**, Présidente de l'UR-MN – Union Rationaliste - Métropole Nord-, section locale (Nord) de l'UR (Roubaix)  
**TAGUIEFF Pierre-André**, Politologue, historien des idées, directeur de recherche honoraire au CNRS  
**TAILLADE Laurence**, Présidente du Parti Républicain Solidariste  
**TLILI Sémira**, militante laïque, présidente #Reseau1905  
**TOLLENAERE Eric**, Membre du Bureau National du Mouvement Républicain et Citoyen  
**TOURNAY Virginie**, universitaire et écrivaine  
**VIANES Michèle**, Présidente de Regards de Femmes  
**ZARD Philippe**, Maître de conférences (hdr), Paris-Nanterre